Arrêté municipal N° 2015 – 80

Portant ordre d'évacuation et interdiction d'habiter

Bâtiments sis 2992 route de Strasbourg

Références :
AV/CJL/AP/JM
SG.2015.80

Monsieur Alexandre Vincendet, Maire de Rillieux-la-Pape

Secrétariat général

Vu l'article L 2212-2.5 du code général des collectivités territoriales :

Vu l'avis des officiers du SDIS commandant les opérations de secours

Affaire suivie par :
Anne PRAT
04.37.85.00.00

Vu le rapport de constatation effectuée par la Police Municipale le sept octobre 2015

Considérant les risques d'effondrement du balcon situé au deuxième étage et servant d'accès aux appartements

Objet :
Arrêté de péril –
bâtiment - Route
de
Strasbourg

Considérant que pour les raisons indiquées ci-dessus, le bâtiment présente un risque grave et imminent

– **Possible effondrement du balcon du deuxième étage**

Affichage
Du
Au
Inclus

Considérant qu'aux termes de l'article L. 2212-2 du CGCT, la police municipale a pour objet d'assurer « le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques qui comprend notamment « le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pouvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours », que l'article L. 2212-4 du CGCT précise qu'en « cas de danger grave ou imminent, tel que les accidents naturels prévus au 5° de l'article L. 2212-2 le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances »,

Considérant dès lors que la solidité des bâtiments est mise en cause par des événements accidentels, et que des mesures l'imposent afin de garantir la sécurité des habitants sur le fondement des pouvoirs généraux de police municipale et qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état de l'immeuble susvisé :

Arrête :

Article 1^{er} : OBJET

Le propriétaire du bâtiment situé 2992 route de Strasbourg doit sans délai prendre toutes mesures pour garantir la sécurité publique en interdisant l'occupation et l'habitation du bâtiment ci-dessus désigné.

Le syndic de copropriété, le cas échéant, doit également prendre toutes mesures pour garantir la sécurité publique en interdisant l'occupation et l'habitation des parties communes du bâtiment ci-dessus désigné.

Article 2 : EVACUATION

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, les appartements doivent être immédiatement et entièrement évacués par leurs occupants.

Un périmètre de sécurité, déterminé par la ville, est défini devant les bâtiments et sera maintenu jusqu'à la disparition de tout risque d'atteinte à la sécurité publique.

Article 3 : PROCEDURE D'OFFICE

Faute pour les propriétaires mentionnés à l'article 1^{er} d'avoir exécuté les mesures prescrites sans délai, à savoir les travaux de mise en sécurité et de consolidation du balcon servant d'accès au logement du deuxième étage, il y sera procédé d'office par la commune et aux frais des propriétaires, ou à ceux de ses ayants droit comprenant les frais de relogement pris en charge par la Ville.

Article 4 : ACCES AU BATIMENT

- Hommes de l'art chargé d'étudier la mise en sécurité du bâtiment (architectes, ingénieurs, structure, etc.) ;
- Assurances, experts ;
- Forces de polices, agents municipaux dans le cadre de l'exercice de missions de services publics (notamment l'ordre public), service de sécurité, d'incendie et de secours, agents GRDF et ERDF ;
- Entreprises missionnées pour réaliser la mise en sécurité du bâtiment ;
- Personnes dûment habilitées par le maire de Rillieux-la-Pape

Article 5 : RECOURS ET LITIGE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution du présent arrêté seront, faute d'être résolus à l'amiable entre la Ville et le bénéficiaire, exclusivement soumis au tribunal administratif de Lyon.

Article 6 : EXECUTION ET NOTIFICATION

Le directeur général des services municipaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à/aux :
Propriétaires , copropriétaires, syndic de copropriété, locataires.

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné ainsi qu'à la mairie de Rillieux-la-Pape.

Article 7 : AMPLIATION

Ampliation sera transmise :

- Monsieur le Préfet du Rhône,
- Monsieur le procureur de la République,
- Madame le commissaire de police de Rillieux-la-Pape
- Monsieur le directeur général des services,
- Monsieur le directeur des services techniques,
- Monsieur le Président de la Métropole

Fait à Rillieux-la-Pape, le 8 octobre 2015

Alexandre Vincendet
Maire de Rillieux-la-Pape
Conseiller de la Métropole